

Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres

Entre la science et l'engagement

Jonathan Fournier

Volume 58, numéro 3, hiver 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/011626ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/011626ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fournier, J. (2005). Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 58(3), 389–414. <https://doi.org/10.7202/011626ar>

Résumé de l'article

L'institutionnalisation de la science économique québécoise francophone tire ses origines de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal qui fournit le cadre institutionnel et les pionniers d'une discipline en construction. La profession d'économiste attire dans ses rangs un grand nombre de partisans du nationalisme qui orientent la discipline vers un registre bien particulier. Ces derniers vont s'inspirer de doctrines élaborées en Europe pour analyser une réalité toute nord-américaine. Les premiers travaux d'économie s'inscrivent d'ailleurs dans une volonté de transformer la société. En étudiant comment le climat idéologique a influencé la production scientifique des premiers économistes canadiens-français, on assiste à la naissance d'une discipline qui se cherche des modèles et qui désire concilier analyse scientifique et transformation de la société.

Les économistes canadiens- français pendant l'entre- deux-guerres : entre la science et l'engagement

JONATHAN FOURNIER
*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

RÉSUMÉ • L'institutionnalisation de la science économique québécoise francophone tire ses origines de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal qui fournit le cadre institutionnel et les pionniers d'une discipline en construction. La profession d'économiste attire dans ses rangs un grand nombre de partisans du nationalisme qui orientent la discipline vers un registre bien particulier. Ces derniers vont s'inspirer de doctrines élaborées en Europe pour analyser une réalité toute nord-américaine. Les premiers travaux d'économie s'inscrivent d'ailleurs dans une volonté de transformer la société. En étudiant comment le climat idéologique a influencé la production scientifique des premiers économistes canadiens-français, on assiste à la naissance d'une discipline qui se cherche des modèles et qui désire concilier analyse scientifique et transformation de la société.

ABSTRACT • The origins of the institutionalization of Quebec francophone economics lie with the École des Hautes Études commerciales de Montréal, which provided the institutional framework and groundbreakers for the emerging discipline. The profession of economist attracted to its ranks many advocates of nationalism who directed the discipline in a particular way. The latter drew upon doctrines elaborated in Europe in order to analyse a completely North American reality. Moreover, the first works in economics were part of a will to transform society. In studying how the ideological climate influenced the scientific production of the first French-Canadian economists, we witness the birth of a discipline that was looking for models to follow and sought to reconcile scientific analysis and social transformation.

AU QUÉBEC, les années 1920 et 1930 se caractérisent par un intense bouleversement dans le monde du savoir, tant au niveau idéologique qu'institutionnel¹. Cette période de rupture est marquée par la création de nombreuses institutions de diffusion des connaissances. Ce bouillonnement favorise l'institutionnalisation de nombreuses sciences. Parmi celles-ci, les différentes sciences sociales sont alors appelées à jouer un plus grand rôle sur la scène publique face aux « dangers » qui menacent l'ordre social, notamment la crise économique de 1929 et la montée d'options sociopolitiques radicales comme le communisme ou le fascisme.

À la faveur de ces transformations sociopolitiques, la « science économique » acquiert une place plus importante. Le Québec francophone vit alors une situation particulière « d'infériorité économique ». L'étude de l'économie et du commerce devient par conséquent un instrument d'appropriation du pouvoir financier, concentré entre les mains d'intérêts qualifiés d'étrangers. Ainsi, la discipline attire plusieurs nationalistes qui vont profondément orienter la profession d'économiste. Cette dimension a peu attiré l'attention des chercheurs jusqu'à présent.

L'historiographie des différentes sciences sociales au Québec est riche. Cependant, une majorité de travaux portent sur l'histoire de la discipline historique ou de la sociologie. Jusqu'ici la « science économique » canadienne-française a été abordée essentiellement du point de vue sociopolitique ou de l'histoire des idées. Une réflexion inspirée par la sociologie des sciences visant à comprendre comment les contraintes sociales peuvent influencer le développement d'une discipline n'a pas encore été effectuée². On a souvent catégorisé idéologiquement ces intellectuels, mais peu d'attention a été accordée aux stratégies qu'ils ont déployées pour faire progresser le savoir académique. Bien entendu, les champs universitaire et idéologique sont alors étroitement liés. Cet article est l'occasion d'étudier les interactions entre le climat idéologique dans lequel baignent ces acteurs et leurs désirs de favoriser l'essor du savoir économique. L'intérêt est de jeter de nouveaux éclairages sur les nombreux liens entre science, politique et idéologie. Pour y parvenir, nous allons analyser

1. Cet article est tiré d'un mémoire de maîtrise, Jonathan Fournier, *Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2002, 118 p. Je tiens à remercier Peter Southam, directeur du mémoire, pour son encadrement, Yves Gingras (CIRST) pour ses conseils lors de la rédaction de l'article ainsi que les évaluateurs anonymes de la *Revue*. La rédaction de cet article a été rendue possible grâce à l'aide financière du FQRSC.

2. Pour un aperçu global des questions liées à la sociologie des sciences, voir Pierre Bourdieu, *Science de la science et réflexivité* (Paris, Raisons d'agir, 2001).

les motivations qui orientent le développement de la discipline. Ces motivations seront révélées, entre autres, à l'aide d'une analyse des revues abordant les questions économiques et par une étude de l'influence de certains professeurs français sur le développement de la science économique canadienne-française.

L'histoire des idées nous a donné une quantité importante de travaux sur l'évolution de la pensée économique. Parmi ces études qui, souvent, n'abordent que de façon indirecte la question des rapports entre les idéologies et les sciences sociales, deux grandes tendances se dégagent. D'une part, des chercheurs insistent sur le caractère très conservateur de la pensée de certains économistes québécois de cette période³. D'autre part, certains soulignent plutôt que plusieurs économistes de l'époque étaient en faveur d'une industrialisation et d'une modernisation de la société québécoise, mais qu'ils critiquaient la voie proposée par le libéralisme économique⁴. Le présent article sera l'occasion d'apporter de nouveaux éléments à ce débat.

La mise en place de la « science économique » ne s'est pas faite sans guide. Nous voulons examiner ici de quelle façon la composition et les aspirations d'un groupe d'économistes ont orienté la science économique canadienne-française vers un registre bien particulier. De nombreuses autres questions découlent de cette interrogation. Comment et pourquoi ce groupe a-t-il choisi de se limiter à un modèle fortement influencé par des théoriciens français et belges, qui puisent leur inspiration dans le catholicisme social? Pourquoi la génération des penseurs canadiens-français de l'entre-deux-guerres marque-t-elle une rupture avec les premiers intellectuels canadiens-français à avoir traité d'économie (Errol Bouchette, Léon Gérin)⁵, qui eux, trouvaient leur inspiration dans un éventail théorique beaucoup plus large? Bref, sur quel modèle la science économique

3. Clinton Archibald, *Un Québec corporatiste?* (Hull, Asticou, 1984). André-J. Bélanger, *L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-36* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974) et Yves Roby, *Les Québécois et les investissements américains (1918-1929)* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1976).

4. Jean-Claude Dupuis, « La pensée économique de *L'Action française* (1917-1929) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47,2 (automne 1993) : 193-220; Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres* (Québec, Septentrion, 2004); Pierre Trépanier, « Esdras Minville et le traditionalisme canadien-français », *Cahier des Dix*, 50 (1995) : 255-294.

5. Bouchette et Gérin ne s'alimentaient pas seulement à l'Europe francophone, mais aussi au monde anglophone et germanique. Pour plus de détails, voir Alain Lacombe, *Errol Bouchette, 1862-1912 : un intellectuel* (Saint-Laurent, Fides, 1997) et Marcel Fournier, *L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec* (Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986).

québécoise de l'entre-deux-guerres s'est-elle bâtie? Et de quelles façons concrètes se traduisent ces choix? Avant de répondre à ces questions, voyons d'abord où en est cette discipline au cours des années 1920 et 1930.

LES DÉBUTS DE LA «SCIENCE ÉCONOMIQUE»: LES INSTITUTIONS

La montée de l'industrialisation et de l'urbanisation entraîne une réorganisation de la société et de nouvelles professions font leur apparition. Il s'en trouve alors plusieurs, parmi les élites économiques et politiques – au sein du gouvernement, à la Chambre de commerce de Montréal et dans les milieux nationalistes – à considérer qu'il faut davantage de commerçants, de comptables et de fonctionnaires capables de comprendre les mécanismes économiques. La mise en place d'institutions de formation pour ce personnel devient chez eux une préoccupation importante. Les premiers établissements poursuivant cet objectif verront le jour à Montréal.

Parmi les différentes institutions qui diffusent un savoir à caractère économique, l'École des Hautes Études commerciales de Montréal est sans aucun doute celle qui a donné l'impulsion nécessaire au développement d'une discipline économique. Fondée sous les pressions de la Chambre de commerce en 1907, l'École des HEC vit ses premières années de fonctionnement sous le signe de la lenteur. En effet, bien qu'elle soit créée sur papier en 1907, elle n'ouvre ses portes aux étudiants qu'en 1910. Les premiers résultats ne sont guère encourageants. De 1913 à 1919, le nombre annuel de licenciés oscille entre 2 et 9⁶. Il faut attendre l'arrivée de Henry Laureys à la tête de l'École, en 1916, pour voir des changements significatifs. Au cours de son mandat, qui se termine en 1938, l'École essaie d'élargir l'éventail des débouchés pour ses étudiants. En plus d'attirer ceux qui souhaitent se diriger vers les carrières commerciales, elle offre maintenant des cours pour les travailleurs du secteur bancaire ainsi qu'aux gens qui se destinent à la fonction publique.

À partir de 1918, l'École des HEC donne des cours du soir, ce qui permet de rejoindre une clientèle qui travaille déjà et qui désire se perfectionner. Le programme de cette institution offre des cours très variés sur l'économie politique, la comptabilité commerciale et industrielle, l'organisation des entreprises modernes, le droit commercial et maritime, le droit public, les finances, la statistique, la géographie économique, la

6. *Annuaire statistique du Québec*, 1927, 107.

technologie, la publicité, les mathématiques financières, l'assurance et la bourse⁷. Ainsi, les bases sont jetées pour offrir un enseignement de plus en plus diversifié et arrimé aux attentes du milieu.

L'École ne fait pas qu'encourager l'enseignement. Elle promeut aussi la diffusion des connaissances par le biais de périodiques. Elle fait ainsi paraître *L'économiste canadien-français* et *l'Économiste du Canada*. Mais, surtout, elle contribue à l'émergence d'une revue, *L'Actualité économique*, qui connaîtra une influence et une pérennité certaines. Lancé en 1925 par l'Association des licenciés de l'École des HEC, le mensuel, publié encore de nos jours, visait au départ à offrir au grand public de l'information à caractère économique. Parmi les fondateurs, on retrouve notamment Gérard Parizeau, François Vézina et Esdras Minville qui se donnent pour tâche de vulgariser certaines connaissances économiques et de faire progresser le savoir sur la question⁸. *L'Actualité économique* ne disposant pas de revenus suffisants, l'École vient à sa rescousse⁹ en 1928 et en fait son organe officiel.

Le tirage, au cours des cinq premières années d'existence, tourne autour de 2000 exemplaires¹⁰. La revue devient un lieu d'échange autant pour les intellectuels et les spécialistes du Canada français que pour les collaborateurs européens du mensuel. Les différents auteurs proviennent d'horizons très divers tant au niveau géographique qu'institutionnel. En effet, ces collaborateurs n'appartiennent pas tous à la « science économique ». Certes, plusieurs sont professeurs à l'École des HEC, mais d'autres proviennent des universités européennes, de l'administration gouvernementale ainsi que de l'entreprise privée. Grâce à cette revue et au programme de plus en plus structuré que l'École des HEC propose, celle-ci s'assure d'une prédominance en ce qui concerne l'avancement du savoir à caractère économique.

L'Université de Montréal commence, à peu près à la même époque, à offrir un enseignement économique. En 1920, l'institution obtient son indépendance de l'Université Laval. La même année, le secrétaire de l'Université de Montréal, Édouard Montpetit, crée l'École des sciences

7. *Annuaire statistique du Québec*, 1925, 143.

8. Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal*, I: 1887-1926 (Montréal, Québec/Amérique, 1994), 268.

9. Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie, « D'une revue d'affaires à une revue d'économie: 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique* », *L'Actualité économique*, 76,1 (mars 2000): 11.

10. Denis Cliche, *L'idéologie de la revue L'Actualité économique (1925-1930)*, mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, 1979, 15.

sociales, économiques et politiques. Ce projet, que Montpetit caressait depuis longtemps, avait pour but de « former une élite qui pourra indiquer des directions dans le triple domaine de la politique, de l'action sociale et du journalisme¹¹ ». Pour y parvenir, Montpetit dit avoir « adopté le type des Instituts organisés par les Universités catholiques de France et Belgique et pourvu ainsi à nos besoins immédiats¹² ». Ainsi, en s'inspirant des modèles catholiques français et belges en ce qui concerne l'enseignement supérieur, Montpetit développe une institution vouée à la formation d'élites au sein de la société canadienne-française.

Si la création de l'École des sciences sociales, économiques et politiques vient briser le monopole de l'École des HEC concernant l'enseignement d'un savoir économique, elle n'en devient pas pour autant une rivale puisqu'une étroite coopération s'installe dès 1920 entre les deux institutions montréalaises. En effet, plusieurs des professeurs qui enseignent dans la nouvelle institution « donnent déjà des cours aux étudiants des HEC. Tel est le cas d'Édouard Montpetit, de Victor Doré, de Jean Désy ou de Léon-Mercier Guoin, et un peu plus tard, celui d'Esdras Minville, de François Vézina et de Victor Barbeau¹³ ». Outre les cours d'économie donnés par les professeurs de l'École des HEC, les étudiants de l'école sont initiés à diverses disciplines, dont la science politique, la philosophie sociale, l'organisation industrielle, la géographie, le journalisme ainsi que l'hygiène générale¹⁴.

L'École offre une formation générale. Loin de vouloir former des spécialistes, Montpetit vise à donner une culture aussi large que possible aux futures élites de la société. D'ailleurs, si l'on en croit François-Albert Angers, l'institution fondée par Montpetit n'est qu'« une école du soir » jusque vers 1945 où Esdras Minville transforme « l'École de Montpetit en une véritable Faculté, avec son département des sciences économiques¹⁵ ». À ce sujet, Angers estime que « l'éveil à la science économique au Québec se situe donc clairement autour de l'École des Hautes Études commerciales, pendant plus d'un quart de siècle¹⁶ ».

11. Édouard Montpetit, « Les universités et l'enseignement des sciences politiques et sociales », *Revue trimestrielle canadienne* (1921) : 408.

12. Édouard Montpetit, *Souvenirs. Aller et retour* (Montréal, Thérien, 1955), 17.

13. Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'université moderne, ou l'échec d'une génération », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 36,1 (juin 1982) : 7.

14. *Ibid.*, 16-17.

15. Entretien avec François-Albert Angers, dans *Les Cahiers d'histoire du Québec au xx^e siècle*, 5 (printemps 1996) : 55.

16. *Ibid.*, 55.

Contrairement à l'École des HEC, l'École des sciences sociales, économiques et politiques ne dispose pas d'une publication lui permettant de diffuser ses idées. Par contre, la participation des professeurs de l'École de Montpetit à la Revue trimestrielle canadienne¹⁷ est majeure. Parmi les collaborateurs réguliers, on retrouve en tête de liste Édouard Montpetit (d'ailleurs secrétaire de rédaction) suivi par ses collègues Arthur Saint-Pierre, Jean Désy et Jean Bruchési.

Avant l'ouverture, en 1938, de l'École des sciences sociales, économiques et politiques de Georges-Henri Lévesque, Québec compte, depuis 1932, une École des sciences sociales. Cependant, s'il faut en croire le père Lévesque, c'est « une modeste École des sciences sociales, qui n'offrait que quelques cours du soir par semaine et qui [...] ne visait qu'un rudiment d'initiation sociale ou un complément à la culture générale¹⁸ ». La perception du dominicain semble partagée par d'autres acteurs de l'époque. Dans une lettre envoyée en 1934 à un collègue économiste français, Bernard Nogaro, Henry Laureys donne un aperçu des études économiques et sociales dans la province de Québec. Le directeur des HEC s'attarde longuement sur les institutions montréalaises telles que l'École des HEC, l'École des sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal et le Department of Economics and Political Science de l'Université McGill, mais il ne fait que mentionner au passage la présence d'un cours d'économie politique à l'Université Laval, et ce, sans signaler l'existence de l'École des sciences sociales de cette institution. Le témoignage de l'économiste Maurice Lamontagne recueilli par Gilles Paquet va dans le même sens : il explique qu'à l'École des sciences sociales, « il y avait une espèce d'enseignement économique ». Il s'agissait toutefois d'« un enseignement à base de manuels vraiment très élémentaires, inspirés de la science économique française, qui était évidemment à ce moment terriblement en retard¹⁹ ». Bref, la « science économique » ne va prendre son véritable envol à l'Université Laval qu'au cours des années 1940.

LES PIONNIERS D'UNE DISCIPLINE

Après avoir rappelé quelles étaient les principales institutions d'enseignement livrant un contenu économique, tâchons maintenant d'identifier les

17. Revue fondée par l'Association des anciens élèves de l'École Polytechnique de Montréal.

18. Georges-Henri Lévesque, *Souvenances I/Georges-Henri Lévesque; entretiens avec Simon Jutras* (Montréal, La Presse, 1983), 297.

19. Entretien avec Maurice Lamontagne dans Gilles Paquet, dir., *La pensée économique au Québec français : témoignages et perspectives* (Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989), 91.

acteurs de la discipline. Comme nous l'avons souligné précédemment, cette dernière est en processus de construction. Ce témoignage de François-Albert Angers est à ce sujet fort éloquent :

Il faut se replacer dans le cadre de l'enseignement de l'époque. Il ne s'était pas, comme aujourd'hui, dans l'enseignement de base, enclos dans un champ aussi étroit, au surplus subdivisé en micro et macroéconomie. Le cours de Montpetit, basé sur les traditions françaises de pensée, s'appuyait d'abord sur l'observation des réalités de la vie économique. La dimension sociale des phénomènes économiques s'imposait constamment²⁰.

Ainsi, dans ce contexte d'institutionnalisation de la discipline, il devient difficile de départager l'économiste du sociologue ou de l'intellectuel préoccupé par la « question sociale ». Nous ne sommes pas en présence d'une conception moderne d'une discipline universitaire où le professeur est davantage un chercheur dont les écrits sont destinés à ses pairs²¹. L'économiste canadien-français est à la fois un enseignant et un vulgarisateur, mais également un chercheur qui adopte souvent une approche généraliste. Le terme « économiste » porte donc à confusion dans un contexte où les domaines universitaires ne sont pas enclos dans des disciplines spécialisées²². D'ailleurs, Esdras Minville, un des penseurs économiques les plus influents de son époque, se considérait davantage sociologue qu'économiste, et ce, malgré sa formation à l'École des Hautes Études commerciales de Montréal.

La question demeure : peut-on parler d'économiste dans ce contexte ? Même si les économistes d'aujourd'hui ont reçu une formation bien différente de ceux du groupe étudié ici, il existe tout de même, au cours de cette période, des gens formés et qui ont contribué à faire progresser cette discipline par l'enseignement et la recherche. Deux critères ont été utilisés pour tenter d'identifier ce groupe de pionniers. Le premier critère semble aller de soi : il faut détenir une certaine formation en économie ou en sciences sociales. En second lieu, les individus doivent appartenir à des institutions telles que l'École des HEC, l'École des sciences sociales, économiques et politiques de l'Université de Montréal, l'École des sciences

20. François-Albert Angers, « Témoignage », dans Georges-Henri Lévesque, *Continuité et rupture. Les sciences sociales au Québec* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1984), 119.

21. Yves Gingras, « L'institutionnalisation de la recherche en milieu universitaire et ses effets », *Sociologie et sociétés*, XXIII,1 (printemps 1991) : 41-54.

22. En effet, cette confusion n'est pas propre à la discipline économique, voir Jean-Philippe Warren, « La découverte de la "question sociale". Sociologie et mouvements d'action jeunesse canadiens-français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55,4 (printemps 2002) : 542.

sociales de l'Université Laval. Ces deux critères nous permettent d'identifier une dizaine de « pionniers » de l'économique au Canada français liés au monde universitaire et cherchant à faire progresser le savoir de leur discipline (voir le tableau en annexe). Ceux-ci enseignent généralement dans les institutions d'enseignement mentionnées précédemment tout en participant à des projets avec le gouvernement ou avec des entreprises privées afin de compenser les salaires insuffisants. La plupart d'entre eux collaborent également à des publications telles *L'Actualité économique* ou la *Revue trimestrielle canadienne*.

Symbiose entre les économistes canadiens-français et les milieux nationalistes et cléricaux

Un rapide coup d'œil sur les principaux représentants du nationalisme permet de constater que plusieurs d'entre eux ont fait partie du corps enseignant de l'École des HEC. En effet, l'abbé Lionel Groulx, Édouard Montpetit, Esdras Minville, Victor Barbeau et François-Albert Angers y ont tous à un moment ou à un autre enseigné. L'École des HEC devient alors un lieu de sociabilité très important pour les tenants du nationalisme qui utilisent l'argument économique pour promouvoir leurs idées. Cette particularité s'explique par la volonté des nationalistes de reconquérir une économie qui appartient en grande partie à des intérêts étrangers. Comme le souligne le sociologue Marcel Fournier, « l'enseignement commercial apparaît alors d'autant plus important que l'instruction est perçue comme le meilleur moyen d'assurer la conquête économique²³ ». La reprise en main de l'économie devait permettre, selon plusieurs nationalistes de cette époque, de reprendre également possession des institutions politiques, qu'ils estimaient contrôlées par des intérêts financiers étrangers.

Le nationalisme, teinté de francophilie, qui domine la profession d'économiste va favoriser la création de liens privilégiés avec la France, notamment par l'échange de conférenciers et la participation d'auteurs français aux revues canadiennes-françaises. Les économistes canadiens-français démontrent aussi une préférence marquée pour les institutions d'enseignement catholiques et françaises quand ils entreprennent des études à l'étranger. D'ailleurs, Édouard Montpetit, François Vézina ainsi que François-Albert Angers vont tous trois étudier à l'École libre des sciences politiques de Paris (ELSP)²⁴. Cette situation est particulière au domaine

23. Marcel Fournier, *op. cit.*, 46.

24. L'influence exercée par l'ELSP a été considérable sur un Édouard Montpetit. Celui-ci écrit dans ses *Mémoires* : « J'insiste sur les origines et le caractère de l'École libre des Sciences politiques, à cause sans doute de la valeur de cette institution, mais surtout pour indiquer tout ce que son

des sciences humaines si l'on en croit Yves Gingras qui affirme que « les professeurs des sciences sociales sont alors davantage tournés vers la France, du moins vers l'Europe, que leurs collègues des sciences physiques et naturelles qui lorgnent plutôt du côté des États-Unis²⁵ ».

Un paradoxe relatif à l'influence du clergé caractérise le développement de la science économique au Canada français et tout particulièrement l'histoire des HEC. En effet, cette école dispose au départ d'une autonomie face au clergé et, chose plutôt rare pour l'époque, son corps enseignant ne compte pratiquement pas de membres de communautés religieuses. Pourtant, les économistes de cette institution vont souvent être parmi les plus ardents défenseurs de la doctrine catholique et la doctrine sociale de l'Église trouve sa place dans l'enseignement. À ce sujet, Édouard Montpetit livre, dans ses *Mémoires*, un précieux témoignage sur le contenu de son cours d'économie politique. Ce cours construit « sur les enseignements de mes maîtres français et d'autorités étrangères, portait sur la répartition des biens et soulignait, en particulier, l'importance de la question sociale à laquelle la doctrine catholique apportait sa solution fondée sur les encycliques²⁶ ».

Nous ne connaissons pas toutes les positions sociopolitiques des économistes du groupe étudié ici. Par contre, il semble que l'École des HEC soit un foyer de diffusion du corporatisme social dans la seconde moitié des années 1930. D'ailleurs, *L'Actualité économique* publie de 1934 à 1939 pas moins de huit articles souvent très élogieux sur le corporatisme. De plus, cinq professeurs de cette institution vont promouvoir cette idée. D'abord, François-Albert Angers vante les mérites de ce régime, et ce, pendant de nombreuses années. D'ailleurs, il écrit de Paris à son maître à penser, Esdras Minville, à propos du développement de l'idée corporatiste au Québec : « Je suis pour ma part, profondément convaincu que la doctrine sociale catholique est celle qui convient le mieux au monde et je serais très disposé à me joindre au mouvement que vous entreprenez²⁷. »

fondateur en attendait. Lorsque, plus tard, avec l'assentiment de Monseigneur Gauthier et le concours de certaines personnalités, j'ai fondé l'École des Sciences sociales, économiques et politiques de Montréal, j'obéissais à des motifs qui, sans être aussi pressants que ceux de Boutmy, recherchaient du moins le même objet : doter le Canada français d'un enseignement propre à intéresser la jeunesse aux problèmes de l'heure. » Édouard Montpetit, *Souvenirs I: Vers la vie* (Montréal, Éditions de l'Arbre, 1944), 98-99.

25. Yves Gingras, *Pour l'avancement des sciences. Histoire de l'ACFAS, 1923-1993* (Montréal, Boréal, 1994), 69.

26. Édouard Montpetit, *Souvenirs. Aller et retour...*, op. cit., 16.

27. Archives de l'École des Hautes Études commerciales (AEHEC), Fonds Esdras Minville, Lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville, Paris, 10 mai 1936.

Ce même Minville va d'ailleurs être le principal représentant de ce mouvement au Canada français. Il écrit plusieurs articles sur le sujet, notamment pour l'École sociale populaire, où il insiste sur le fait que « nous voulons précisément par le moyen de cette réforme sociale [corporatisme social], améliorer notre situation dans le commerce et dans l'industrie, du moins petite et moyenne pour commencer²⁸ ». Les motivations nationalistes reviennent ici puisque le corporatisme ne devient plus seulement un moyen de se rapprocher de « l'ordre social chrétien », mais également un levier permettant aux Canadiens français de sortir de leur infériorité économique.

Angers et Minville ne sont pas seuls au sein de ce mouvement. Victor Barbeau, professeur invité de corporatisme à l'Université Laval de 1939 à 1943, écrit également sur le sujet. Dans son ouvrage, *Pour nous grandir*, il affirme que « notre premier devoir est de nous vitaminer l'intelligence. Le corporatisme, aliment sustentant à la fois le matériel et le spirituel, nous en offre le moyen²⁹. »

Deux professeurs de l'École des HEC, qui ne font toutefois pas partie du groupe étudié, font également la promotion de l'idée corporatiste. D'abord, Maximilien Caron, qui écrit quelques articles à ce sujet dans *L'Action nationale* et dans *L'Actualité économique*. Ce professeur de droit industriel et commercial estime que le corporatisme social est la formule la « plus réaliste que l'on ait encore préconisée³⁰ ». Aussi, Hector Mackey, professeur de droit civil et public aux HEC depuis 1925, se passionne pour l'expérience portugaise de Salazar basée sur le corporatisme en soulignant l'aspect favorable des réformes de cet homme politique qui « s'est élevé contre la mainmise de l'État sur l'économie³¹ ».

Davantage lié à l'Université de Montréal, Édouard Montpetit se démarque de ce courant par son attachement aux institutions du libéralisme économique. Tandis qu'Angers, Barbeau et Minville vont nouer des liens avec des tendances politiques plus conservatrices (*L'Action nationale*³², École sociale populaire, Union nationale), Montpetit demeure un adepte du libéralisme politique et économique. Selon Peter Southam, il faillit

28. Esdras Minville, « Comment établir l'organisation corporative au Canada? », *École Sociale populaire*, 272 (septembre 1936), 12.

29. Victor Barbeau, *Pour nous grandir* (Montréal, Le Devoir, 1937), 238-239.

30. Maximilien Caron, « L'organisation corporative », *L'Actualité économique*, II,7 (octobre 1938): 443.

31. Hector Mackey, « L'expérience portugaise », *L'Actualité économique*, II,1 (novembre 1938): 41.

32. Fondée en 1933 par Esdras Minville.

même « se présenter comme candidat libéral à l'élection générale de 1931 mais décida de rester dans le monde académique³³ ». Les informations partielles que nous avons portent à croire que si le corps enseignant de l'École des HEC n'a pas entièrement soutenu cette idéologie, il n'en demeure pas moins que cette institution a largement contribué à diffuser cette idée inspirée de la doctrine sociale catholique.

Ainsi, le développement de la science économique canadienne-française s'organise au départ autour de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal, qui fournit les idées et les professeurs nécessaires à la construction d'un réseau plus large de diffusion des connaissances économiques. Cette science encore naissante ne peut se développer pleinement sans des apports extérieurs qui serviront de modèles et qui contribueront à sa maturité. Les pionniers de la science économique devront assurer le rôle de médiateurs en puisant à l'extérieur ce qui peut être pertinent pour le Canada français.

UNE SCIENCE EN QUÊTE DE MODÈLES : MAÎTRES À PENSER ET COLLABORATEURS ÉTRANGERS

Notre groupe d'économistes canadiens-français a systématiquement ignoré une grande partie des théories économiques ayant cours durant cette période et certaines tendances théoriques ne sont pas jugées pertinentes pour la situation vécue au Canada français. À ce sujet, nous pourrions noter des ressemblances entre les économistes canadiens-français et les institutionnalistes américains du début du xx^e siècle. Ce courant, qui regroupe des penseurs aussi disparates que Thorstein Veblen (1857-1929), John R. Commons (1862-1945) et Wesley Clair Mitchell (1874-1948), favorise, tout comme le groupe de Montréal, une approche multidisciplinaire et empirique dans la résolution de problèmes pratiques. Comme l'explique habilement Roger E. Backhouse, « what united institutionalists was a commitment to making economics scientific through basing it on strong empirical foundations and abandoning theories that rested simply on axioms about human behaviour for which there was little evidence³⁴ ». Par ailleurs, les économistes du Canada français écartent certaines approches qu'ils considèrent néfastes pour les intérêts des élites canadiennes-françaises et les principes qu'elles soutiennent et qu'ils voient comme une menace pour le

33. Peter Southam, « *Modernisation* », « *question nationale* » et *influences exogènes : le discours élitaire sur les politiques sociales au Québec, 1930-1960*, Québec, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 1987, 170-171.

34. Roger E. Backhouse, *The Ordinary Business of Life. A History of Economics from the Ancient World to the Twenty-First Century* (Princeton, Princeton University Press, 2002), 201-202.

maintien de l'ordre social. Compte tenu du consensus qui s'était développé chez les élites canadiennes-françaises, pendant les années 1920 et 1930, autour de l'idée que le salut de la nation dépendait de la mise en œuvre d'une saine politique économique, on peut se demander pourquoi les mêmes personnes qui insistaient sur l'importance de développer les connaissances économiques au Québec aient été si réfractaires à la diffusion d'un large éventail d'idées économiques. Pour fournir des éléments de réponse, nous tenterons ici de déterminer à quelles tendances intellectuelles les économistes canadiens-français s'identifient le plus. À cet égard, une analyse de *L'Actualité économique* est particulièrement éclairante.

L'Actualité économique comprend une rubrique intitulée la « revue des revues » qui offre un résumé d'informations puisées dans des revues du monde entier. Cette rubrique est riche en informations pour notre réflexion, puisqu'elle permet de voir les revues lues par les économistes qui dirigent *L'Actualité économique* et celles qu'ils ne consultent pas ou ne trouvent pas utile de résumer pour leurs lecteurs. Voyons d'abord les périodiques les plus cités par *L'Actualité économique* (voir tableau 1).

De 1925 à 1928, aucun auteur ne se consacre exclusivement à cette rubrique. Plusieurs licenciés en sciences commerciales vont rédiger la « revue des revues » au cours de ces trois années. Le tableau des revues citées par *L'Actualité économique* permet de voir à quel point l'influence de l'Europe francophone devient prédominante dans l'étude des phénomènes économiques. Les revues consultées et citées sont diverses.

TABLEAU I

Les dix périodiques les plus cités dans la « Revue des revues »
de *L'Actualité économique* de 1925 à 1939

TITRES	PAYS D'ORIGINE	NOMBRE DE FOIS CITÉS
<i>Revue économique internationale</i>	Belgique	30
<i>L'exportateur français</i>	France	29
<i>L'Europe nouvelle</i>	France	25
<i>Bulletin d'études et d'informations</i>	Belgique	23
<i>L'Économiste français</i>	France	20
<i>Moniteur des intérêts matériels</i>	Belgique	18
<i>Économie internationale</i>	France	12
<i>Orientation économique et financière</i>	France	12
<i>Bulletin quotidien de la Société d'études et d'informations</i>	France	11
<i>Revue internationale de travail</i>	Suisse	10

Source: *L'Actualité économique*, 1925-1939.

Certaines sont consacrées aux questions économiques, d'autres aux questions financières. Aussi, on a recours à des revues généralistes telles que *L'Europe nouvelle*. La « revue des revues » prend une tendance nettement plus francophile avec l'arrivée d'Esdras Minville, en 1928, à la tête de la revue. C'est lui, d'ailleurs, qui s'occupe de cette rubrique jusqu'en 1938, année où François-Albert Angers le remplace. Il maintient le cap en ce qui concerne le choix de revues francophones (voir tableau 2).

TABLEAU 2

Périodiques de la « revue des revues » selon la langue, 1920-1939 (en %)

PÉRIODES	FRANÇAIS	ANGLAIS	AUTRES
Avant Minville (1925-1928)	58,7	41,3	0
Sous Minville (1928-1938)	89	9	2
Après Minville (1938-1939)	81	19	0

Source: *L'Actualité économique*, 1925-1939.

Ainsi, bien que le monde anglophone (États-Unis, Grande-Bretagne) soit doté de revues, d'institutions d'enseignement et d'économistes très réputés, Esdras Minville et François-Albert Angers préfèrent, dans une proportion écrasante, citer les économistes francophones. L'excuse du manque de ressources peut difficilement être invoquée puisque l'on sait que la bibliothèque des HEC est abonnée en 1919-1920 à environ 450 périodiques et en 1935-1936 à près de 800³⁵. Même si la bibliothèque des HEC est abonnée aux principales revues anglophones d'économie, elles ne sont pas citées ou sont presque ignorées. Parmi celles-ci, il faut mentionner les *Business Week*, *Journal of Political Economy* et *The Economist* ou, plus près géographiquement, les *Canadian Economics* et *The Canadian Journal of Economics and Political Science*. Aussi, l'*Economic Journal*, soit « le périodique d'économie le plus influent en Grande-Bretagne³⁶ », dont John Maynard Keynes est un collaborateur actif et le rédacteur en chef pendant plus de trente ans, ne reçoit pratiquement pas d'attention de la part des responsables de *L'Actualité économique*. Les rares revues anglophones citées par Minville sont essentiellement des revues de commerce et non d'économie ou des revues plus éloignées des questions strictement économiques telles que *Foreign Affairs* ou *The Economist*.

35. Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois : formation et engagements, 1919-1939* (Paris, l'Harmattan, 1996), 143.

36. Robert L. Heilbroner, *Les grands économistes* (Paris, Seuil, 1971), 341.

La *Revue trimestrielle canadienne* n'ayant pas de section comparable, ce sont surtout les comptes rendus d'ouvrages ou « la revue des livres » qui nous permettent de mesurer son ouverture sur le reste du monde en matière économique. Nous avons analysé les comptes rendus traitant de questions économiques. Parmi ceux-ci, nous savons qu'Édouard Montpetit en a rédigé plusieurs, mais nous ignorons qui sont les autres auteurs, car la plupart d'entre eux n'ont que très rarement signé leurs comptes rendus.

Aucun des 27 ouvrages recensés n'est de langue anglaise. Certes, certains sont traduits, mais la moitié des travaux, soit 13, proviennent de la France. Cinq livres d'auteurs canadiens-français (Henry Laureys et Édouard Montpetit) sont également recensés. Le reste des ouvrages provient d'auteurs de divers pays (Belgique, Italie, Roumanie, etc.). Le seul ouvrage d'un auteur anglophone cité parmi les 27 est *Documents relatifs à la monnaie, au change et aux finances du Canada sous le régime français* d'Adam Shortt.

Les comptes rendus de la *Revue trimestrielle canadienne* traitent d'une variété de sujets économiques. En plus des critiques élogieuses des ouvrages de Henry Laureys et d'Édouard Montpetit, elle couvre avec grand enthousiasme les travaux effectués dans le cadre des Semaines sociales de France et porte une attention particulière aux trois numéros de cette publication annuelle qui abordent tout particulièrement des sujets économiques : *Le rôle économique de l'État* (1922), *La morale chrétienne et les affaires* (1931) et *L'organisation corporative* (1936). En somme, les comptes rendus de la revue démontrent une francophilie très marquée, doublée d'une volonté de valoriser les modèles inspirés de la doctrine sociale catholique.

La production des économistes anglophones est sans aucun doute négligée par les économistes du Canada français. François-Albert Angers explique, quelques décennies plus tard, cette absence : « À l'époque, on n'entend guère parler de la théorie de Keynes, sauf dans les milieux d'économistes. Là effectivement, on en discute, et le plus souvent pour la contester [...]. En 1937, les maîtres sont Nogaro et Rist, adversaires de Keynes, qui défendent la thèse classique du libéralisme³⁷. »

Robin Neill apporte un autre élément de réflexion pour justifier le peu de popularité de l'économiste britannique. Il estime que « keynesian economics, because it implied a more centralized federation, caused a new

37. François-Albert Angers, « témoignage » dans Gilles Paquet, dir., *La pensée économique au Canada français. Témoignages et perspectives* (Montréal, ACFAS, 1989), 34.

kind of division in French Canadian economic thought³⁸». Selon Neill, le nationalisme du milieu économiste canadien-français est ainsi difficilement compatible avec l'idée de transférer plus de pouvoirs à Ottawa pour exercer une planification nationale d'inspiration keynésienne. L'ouvrage publié en 1936, *The General Theory of Employment, Interest and Money* de Keynes, qui bouleversa le monde des économistes pendant plusieurs décennies passe plutôt inaperçu au Québec. D'abord, il faut attendre trois ans pour en lire un très bref compte rendu dans *L'Actualité économique* sous la plume de l'économiste François Vézina qui précise que : « Nos lecteurs nous pardonneront donc de ne pas essayer de résumer ici la nouvelle théorie générale de M. Keynes. Ce serait risquer de rendre méconnaissable et incompréhensible une œuvre touffue et déjà assez obscure³⁹. » Ainsi, cet auteur britannique, tout comme son ouvrage, ne perce pas au Canada français, et ce, même si Keynes est « depuis longtemps déjà le plus célèbre et le plus influent des économistes de Grande-Bretagne⁴⁰ ».

Lucien Romier et André Siegfried : une source d'inspiration

La science économique canadienne-française s'est développée non seulement grâce à l'apport des professeurs étrangers qui forment les économistes du Québec et collaborent aux revues québécoises, mais également par la contribution de spécialistes d'autres disciplines. Parmi les intellectuels étrangers les plus cités au Canada français, deux noms ressortent autant par leur fréquence que par les remarques élogieuses dont ils font l'objet.

Malgré sa formation d'historien, le Français Lucien Romier est certainement un des intellectuels qui suscitent le plus de louanges au sein du milieu des économistes canadiens-français, car plusieurs d'entre eux le citent régulièrement et s'inspirent de ses réflexions. Édouard Montpetit conseille en outre aux lecteurs de ses *Mémoires* : « Si tu n'as pas lu *Explications de notre temps*, de Romier, un livre essentiel à mon sens et qui eut un succès foudroyant, emprunte-le⁴¹. » Romier est d'ailleurs invité, dans le cadre des conférences de l'Institut scientifique franco-canadien, à donner une série de cours en 1932. Son séjour à l'École des Hautes Études com-

38. Robin Neill. *A History of Canadian Economic Thought* (London/New York, Routledge, 1991), 156.

39. François Vézina, « Compte-rendu de *The Theory of Employment, Interest and Money* de John Maynard Keynes », *L'Actualité économique*, 1,7 (octobre 1939) : 497.

40. Michel Beaud et Gilles Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes* (Paris, Éditions du Seuil, 1996), 57.

41. Édouard Montpetit, *Souvenirs. Aller et retour*, op. cit., 168.

merciales de Montréal a été fortement apprécié, si l'on en croit les commentaires du directeur Laureys, qui explique dans son rapport au Secrétaire et registraire de la Province de Québec :

Nous avons été, cette année, particulièrement privilégiés en recevant la visite du grand économiste Lucien Romier. Celui-ci a traité de main de maître, en 12 conférences, de la situation économique mondiale actuelle. La foule des auditeurs, connaissant le renom du conférencier s'est portée vers nos amphithéâtres en nombre considérable. [...] Après le départ de M. Romier, nous avons édité ses conférences en un volume « Problèmes économiques de l'heure présente », lequel lui aussi, eut le plus grand succès des intellectuels du Canada français, et même de l'étranger⁴².

Le fait que Lucien Romier soit présenté comme un « grand économiste » illustre bien l'ambiguïté entourant alors la définition de cette profession.

Romier occupe également une place de choix dans les pages de la *Revue trimestrielle canadienne* ou celle-ci fait notamment mention des conférences auxquelles il a participé en 1925, regroupées dans un livre intitulé *Notre diplomatie économique*. En outre, son ouvrage, *Problèmes économiques de l'heure présente*, est fort bien accueilli : « Nul doute que le public canadien appréciera à sa valeur cette aubaine extraordinaire qui permettra à tous ceux qui n'ont pas eu l'avantage d'assister à ces mémorables conférences de les lire et de les méditer⁴³. »

Le parcours et les idées de Romier aident à comprendre son succès au sein des élites intellectuelles du Canada français. Très influencé par le catholicisme social, Romier entreprend des études en histoire. Rédacteur à la *Revue du XVI^{ème} siècle*, il réoriente sa carrière pour s'intéresser aux questions économiques. Il devient par la suite :

Le premier grand journaliste de vulgarisation économique, à une époque marquée par les phénomènes nouveaux de l'inflation ou de la rationalisation industrielle, il nourrit le débat sur la nécessaire modernisation de la France face à son « retard » ou son « déclin » d'après-guerre (industrie, équipement, régions économiques, réforme administrative, réforme de l'État) en même temps que les peurs suscitées par le spectre du machinisme et de la standardisation à l'américaine⁴⁴.

42. Rapport du Secrétaire et registraire de la Province de Québec, 1932-1933 (Québec, Redempti Paradis Imprimeur du Roi), 46.

43. [s.a.], *Problèmes économiques de l'heure présente*, compte rendu dans la *Revue trimestrielle canadienne* (1933) : 96.

44. Nicolas Rousselier, « Lucien Romier » dans Jacques Julliard et Michel Winock, dir., *Dictionnaire des intellectuels français* (Paris, Seuil, 1996), 1001.

Romier est reconnu pour son traditionalisme et deviendra par la suite le conseiller du maréchal Pétain à Vichy. Aux étudiants et aux professeurs de l'École des HEC, il professe un enseignement conservateur puisque craignant les méfaits de l'industrialisation, il valorise la vocation agricole en soutenant que « l'agriculture, c'est la stabilité, et l'industrie, ce n'est jamais la stabilité pour l'ouvrier⁴⁵ ». Romier croit également qu'en dépit de la crise qui sévit, l'intervention de l'État est très néfaste : « l'étatisme est le plus grand mal de l'Europe actuelle⁴⁶ ». Cette peur de l'interventionnisme est fort présente à cette époque parmi l'élite intellectuelle occidentale qui craint une dérive vers la gauche. Romier s'en prend d'ailleurs ouvertement à cette gauche : « les dictatures ne viennent jamais de droite. C'est un fait historique, tout à fait significatif, que jamais un dictateur n'est venu d'un parti conservateur. Il vient toujours de la gauche⁴⁷. »

Si Lucien Romier livre un enseignement bien documenté qui plaît aux nombreuses personnes venues l'entendre, il le fait toutefois sur un ton fort moralisateur qui n'est pas sans influencer certains économistes. À ce sujet, on peut croire que cette série de conférences a eu un impact sur la pensée d'Esdras Minville, qui adopte à partir de 1933 une position plus orthodoxe que celle qu'il préconisait auparavant.

Les nombreuses références à Romier démontrent bien que les économistes canadiens-français ne recherchent pas nécessairement la proximité de spécialistes puisque le personnage du vulgarisateur est encore fort respecté dans le milieu. Notons que le processus d'institutionnalisation des disciplines tend à marginaliser ce type d'individus, ce qui démontre que ce processus en est encore à ses débuts au cours des années 1930.

André Siegfried, l'autre intellectuel étranger abondamment louangé par les économistes canadiens-français, est davantage un sociologue ou un spécialiste des sciences politiques, qu'un expert des questions économiques. Henry Laureys le sollicite à de nombreuses reprises afin qu'il écrive des articles pour *L'Actualité économique*⁴⁸. Se disant trop occupé, Siegfried n'enverra finalement qu'un seul article à la revue. Le prestige qui l'entoure au Canada est dû essentiellement à son livre *Le Canada : les deux races*⁴⁹ (1906),

45. Lucien Romier, *Problèmes économiques de l'heure actuelle* (Montréal, Albert Lévesque, 1932), 202.

46. *Ibid.*, 213.

47. *Ibid.*, 301.

48. Correspondance entre Henry Laureys et André Siegfried. Fonds *L'Actualité économique*, Archives de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal.

49. André Siegfried, *Le Canada : les deux races : problèmes politiques contemporains* (Paris, Librairie Armand Colin, 1906).

écrit à la suite d'un voyage au Canada. Victor Barbeau, professeur aux HEC, livre d'ailleurs un précieux témoignage de l'influence de ce sociologue :

André Siegfried, invité choyé de tous les milieux officiels, avait plus d'admirateurs que n'en pouvaient contenir l'amphithéâtre et les salles de cours de l'École des Hautes Études commerciales. Grand bourgeois libéral et protestant, il avait l'oreille, ce qui est assez rare au pays, des hommes d'affaires et des universitaires. Ses livres sur le Canada faisaient autorité d'office, chez nous aussi bien qu'en France⁵⁰.

Esdras Minville partage l'admiration des Barbeau et Laureys lorsqu'il écrit à François-Albert Angers : « Vous avez eu une excellente idée de reprendre pour votre thèse votre article de l'an dernier sur la concentration financière, d'autant plus que vous avez la chance exceptionnelle de travailler sous la direction d'André Siegfried⁵¹. » Angers va également louer le travail de Siegfried à propos du Canada en affirmant : « Tous les Canadiens le connaissent comme le Français qui a le mieux compris le Canada, notamment le Canada français ; celui qui, par moment, nous comprend mieux que nous ne nous comprenons nous-mêmes⁵². »

Ce qui peut paraître surprenant dans ce concert d'éloges, c'est que Siegfried se démarque des tendances sociopolitiques de ses admirateurs puisqu'il s'affirme nettement comme un libéral et en tant que protestant, il ne voit pas d'un bon œil l'omniprésence de l'Église catholique au Canada français. Comme le souligne l'historien Frank H. Underhill à son sujet : « He assumes that modernity necessitates the independence of politics and its separation from religion⁵³. » L'universitaire français estime également que l'influence de l'Église aurait eu un impact négatif sur la culture, car elle la contraignait à évoluer à l'intérieur d'un cadre clérical. François-Albert Angers ne passe pas sous silence cette observation de Siegfried et le relance en lui demandant :

Cette culture insuffisante ne pourrait-elle pas, comme nous le croyons, être améliorée et rendue suffisante à l'intérieur même du système actuel à base cléricale ? Enfin et surtout, cette « culture limitée » ne serait-elle pas pour

50. Victor Barbeau, *La tentation du passé : ressouvenirs* (Montréal, La Presse, 1977), 96.

51. Correspondance entre Esdras Minville et François-Albert Angers, 19 septembre 1936, Fonds Esdras Minville, Archives de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal.

52. François-Albert Angers, « André Siegfried et le Canada », *L'Actualité économique* 1,5-6 (août-septembre 1936) : 363.

53. Frank H. Underhill, « Introduction » dans André Siegfried, *The Race Question in Canada* (Toronto, McClelland and Stewart, 1966), 8.

quelque chose dans cette « tenue intellectuelle et morale d'une admirable qualité » que vous avez notée chez nous⁵⁴ ?

Ainsi, malgré des réflexions qui peuvent déplaire à certains économistes canadiens-français, André Siegfried jouit d'une très bonne réputation dans ce cercle. On peut supposer que le simple fait qu'un intellectuel français de renom s'intéresse à la situation canadienne a contribué à cet accueil favorable et ce, même si les économistes n'adhèrent pas tous aux conclusions de ce sociologue et politologue.

UNE DISCIPLINE AU SERVICE D'UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Si l'engagement nationaliste et catholique de plusieurs économistes les a amenés à épouser les tendances intellectuelles et les courants théoriques faisant écho à leurs principes et à en rejeter ou à en ignorer d'autres, leurs valeurs ont-elles influencé l'orientation de leurs travaux de recherche ? Voyons ce que livre à ce sujet une analyse de leurs publications.

Les économistes canadiens-français accordent une large place aux sujets généraux. Plusieurs articles ont pour objet « la situation économique du Canada » (tableau 3). Cette orientation est représentative du faible taux de spécialisation qui domine l'enseignement supérieur au Canada français. Dans son analyse de la pensée nationaliste d'Esdras Minville, Marcel-Aimé Gagnon estime que ce dernier tend à dénigrer la spécialisation puisque, pour lui, l'enseignement neutre « visant simplement à meubler l'esprit », pouvait réussir à former des « spécialistes », des hommes de culture ou des savants, mais jamais, disait-il, des « chefs sociaux et nationaux⁵⁵ ». Ainsi, la volonté de donner une formation très générale n'est pas éloignée d'un projet de société national qui vise à former des élites bien avant des spécialistes. Voyons maintenant les sujets qui préoccupent les économistes canadiens-français afin de préciser d'une part, leurs intérêts et, d'autre part, le degré de spécialisation de leurs travaux.

Outre la politique commerciale et l'économie en général, plusieurs économistes se préoccupent des ressources naturelles du Canada. Ils s'inquiètent beaucoup du sort réservé à ces ressources par les investisseurs étrangers, en grande partie états-unis. La dimension sociale des problèmes est très souvent considérée. Loin de concevoir l'économie comme un système indépendant, les économistes canadiens-français tentent très souvent de prévoir les répercussions sociales des décisions économiques.

54. François-Albert Angers, « André Siegfried... », *loc. cit.*, 370.

55. Marcel-Aimé Gagnon, « Esdras Minville et *L'Action nationale* », *L'Action nationale*, LXV,9-10 (mai-juin 1976) : 684.

TABLEAU 3

Liste des sujets abordés dans *L'Actualité économique* par des économistes canadiens-français, 1925-1939⁵⁶

SUJETS ABORDÉS	NOMBRE DE FOIS
Politique commerciale	18
Économie générale	16
Ressources naturelles	14
Finances publiques	11
Bourse et finances	10
Assurances	7
Industrie	6
Système bancaire	6
Situation politique	5
Problèmes sociopolitiques	5
Commerce et affaires	5
Agriculture	4
Emploi et chômage	2
Questions monétaires	2
Autres	7
Total	118

Ne se développant pas selon des modèles abstraits, la science économique québécoise va dès ses débuts s'inscrire dans un programme de recherche très concret visant à transformer la situation économique du Québec⁵⁷. La crise économique de 1929 permet d'ailleurs aux économistes de se rapprocher de la sphère politique et de l'influencer⁵⁸ car elle favorise l'émergence de spécialistes des questions sociales qui seront encouragés par le gouvernement à étudier les problèmes socio-économiques afin d'éviter d'éventuels débordements et de préserver l'ordre social. Le gouvernement québécois s'inscrit également dans cette tendance au cours

56. Le tableau présenté ici renferme plusieurs limites. En effet, certains sujets pourraient aisément se retrouver dans des catégories différentes. Il n'importe pas ici de démontrer clairement et précisément les sujets abordés par les économistes canadiens-français, mais bien de donner un aperçu général de leurs préoccupations.

57. Jean-Philippe Warren a fait des observations semblables en ce qui concerne la sociologie dans son ouvrage *L'engagement sociologique. La tradition sociologique québécoise francophone de Léon Gérin à Jean-Charles Falardéau* (Montréal, Boréal, 2003). Cet auteur inclut d'ailleurs plusieurs économistes préoccupés de « questions sociales » dans son groupe de sociologues.

58. D'ailleurs, parmi les causes responsables de la crise, l'économiste John K. Galbraith souligne que l'insuffisance des connaissances économiques a provoqué et aggravé les conséquences déjà désastreuses de ce krach financier, voir John K. Galbraith, *La crise économique de 1929* (Paris, Payot, 1976), 202-204.

des années 1930. Le secrétaire de la Province, Athanase David, fait état de cette volonté d'intégrer les spécialistes des sciences sociales dans la résolution des problèmes :

Si dans notre province s'impose le développement industriel, il en résultera un problème (de conflit entre le capital et le travail) qui requerra des compétences pour le résoudre. Ces compétences, nous ne pourrons les avoir que par la spécialisation en sciences sociales.

L'arbitrage, dans ces conflits, est de plus en plus appelé à jouer un grand rôle. Celui qui pourra imposer ses connaissances sociales, doublées d'une connaissance approfondie de la science économique, verra sa décision accueillie avec plus de confiance par les deux classes... Il faut des hommes qui, attirés par ces problèmes, se mettent à la recherche des solutions que la classe ouvrière attend et dont dépendent la sécurité du pays, son équilibre et sa paix⁵⁹.

Dans cette optique, des économistes nationalistes vont faire des pressions sur le gouvernement provincial afin qu'il mette sur pied un conseil économique national. Deux mois avant la première élection de Maurice Duplessis, Esdras Minville écrit notamment à François-Albert Angers : « Si le groupe Duplessis-Gouin accède au pouvoir, nous aurons selon toute probabilité un conseil économique ; il y aura de la place là-dedans pour les économistes en formation. Préparez-vous à votre rôle⁶⁰. » Le but de cet organisme serait de planifier un développement plus ordonné de l'économie québécoise.

L'influence de Minville au sein du gouvernement de l'Union nationale lui permettra de « mettre en train l'inventaire des ressources naturelles qu'il avait réclamé dans "agir pour vivre"⁶¹, comme base de préparation d'une politique rationnelle de développement pour le Québec⁶² ». Cet inventaire répond encore une fois à un projet de société lié au nationalisme de certains économistes canadiens-français soit de se servir de ses ressources intellectuelles afin de dresser un plan de développement économique national en fonction des ressources disponibles. Plusieurs professeurs de l'École des HEC, notamment François-Albert Angers, Benoît Brouillette et François Vézina, participent au projet. Après avoir refusé un poste de ministre du

59. Athanase David, *En marge de la politique* (Montréal, Albert Lévesque, 1934), 89-90.

60. Lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers, 12 juin 1936, Fonds Esdras Minville, Archives de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal.

61. « Agir pour vivre » fait référence à un article de Minville paru dans *L'Actualité économique* (novembre 1927) : 146-161.

62. François-Albert Angers, « Esdras Minville et l'École des Hautes Études commerciales », *L'Action nationale*, LXV,9-10 (mai-juin 1976) : 662.

Commerce et de l'Industrie dans le gouvernement Duplessis, Minville agit à titre de conseiller au sein de ce ministère où il s'applique à créer des institutions qui vont dans le sens du développement économique national tel que l'Office de recherches scientifiques de la province⁶³.

La collaboration avec les différents niveaux de gouvernement⁶⁴ ouvre de nouvelles perspectives pour les économistes tant sur le plan des débouchés et des subventions octroyées à la recherche qu'à celui de la visibilité. Cette nouvelle place accordée aux spécialistes et aux experts sur la scène publique jette ainsi les prémises d'une collaboration devant atteindre son apogée avec la Révolution tranquille.

CONCLUSION

Étudier l'histoire d'une science ne peut se faire sans tenir compte du contexte sociopolitique entourant son développement. Il faut également considérer les principaux acteurs ayant pris part à celui-ci. Derrière l'aura d'objectivité qui entoure une science se cachent souvent des motivations plus subjectives qui en orientent le développement.

Nous pouvons affirmer que la science économique s'est développée au Québec suivant des tendances plutôt conservatrices et qu'elle a filtré les théories jugées contraires aux intérêts du Canada français. Par contre, nous ne pouvons parler des économistes canadiens-français comme d'un groupe homogène, compte tenu des quelques dissensions qui semblent présentes dans la profession en processus de construction. Parmi ces divergences, notons que certains vont opter dans les années 1930 pour le corporatisme social, tandis que d'autres restent fidèles aux institutions libérales. Aussi, il est clair que des économistes tels Édouard Montpetit, Henry Laureys et Esdras Minville⁶⁵ dominant leur profession et orientent leur discipline dans une direction conforme à leurs idéaux.

63. Voir Mike Almeida, « L'Office provincial des recherches scientifiques et le développement de la science au Québec, 1937-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 56,2 (automne 2002) : 185-216.

64. Certains économistes vont également participer à des commissions gouvernementales. Édouard Montpetit est nommé par le gouvernement Taschereau à la présidence de la Commission des assurances sociales du Québec en 1931. Aussi, Esdras Minville rédige un rapport pour la Commission Rowell-Sirois sur les relations entre le Dominion et les provinces. Il défend une position autonomiste dans ce rapport nommé *La législation ouvrière et le régime social dans la province de Québec*.

65. Pour plus de détails sur les débats entre Henry Laureys et Esdras Minville à propos de la gestion de l'École des HEC, voir le chapitre VII : « Le combat des chefs », dans Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal, II : 1926-1970* (Montréal, Éditions Québec/Amérique, 2002).

S'il existe une relative diversité idéologique au sein de la profession, elle n'est pas présente au niveau méthodologique puisque les économistes canadiens-français n'adhèrent pas aux grands courants théoriques présents dans la discipline. Plusieurs sciences économiques nationales sont en effet secouées par des débats entre les adeptes de courants théoriques généralement près de la doctrine néo-classique et ceux qui rejettent cette approche. Des courants ne participent pas à cette vague théorique qui devient de plus en plus populaire. Parmi ceux-ci notons les institutionnalistes américains, ainsi que l'École historique allemande et britannique qui dénoncent la théorisation excessive de l'économie et s'inscrivent dans un programme de recherche pragmatique lié au milieu dans lequel ils évoluent. De plus, peu d'économistes français optent pour cette approche jugée trop abstraite⁶⁶. Les cours d'économie étant enseignés, en France, dans les facultés de droit, l'approche française se veut très pragmatique⁶⁷. Ainsi, le parcours des économistes canadiens-français, malgré ses particularités, n'est pas exceptionnel, dans la mesure où la discipline n'a pas encore atteint en Occident, dans l'entre-deux-guerres, un degré d'uniformisation méthodologique semblable à celui qu'elle connaîtra au cours des décennies suivantes en se rapprochant de la « science économique anglo-saxonne⁶⁸ ». Le petit nombre d'économistes canadiens-français et la forte demande pour les services pratiques qu'ils pouvaient rendre a certainement favorisé le développement d'une approche plus pragmatique et l'urgence des besoins du milieu a primé sur les questionnements théoriques. Aussi, le nationalisme très présent dans la profession encourage les questionnements pratiques. La science économique est un instrument de transformation de la société et par conséquent, la recherche fondamentale n'est pas une priorité. L'augmentation du nombre d'économistes dans les années 1940 et 1950 laisse apparaître davantage de courants, dont ceux liés à la théorie néo-classique qui prend des formes plus mathématiques, théoriques et universalistes⁶⁹.

66. Léon Walras fut l'un des rares économistes français à utiliser abondamment la théorie et les mathématiques. Il fut d'ailleurs marginalisé tout au long de sa carrière. Ne trouvant pas de poste en France, il dut s'exiler en Suisse pour enseigner l'économie. Voir Hervé Dumez, *L'économiste, la science et le pouvoir : le cas Walras* (Paris, Presses universitaires de France, 1985).

67. Pour plus de détails sur l'association entre les disciplines du droit et de l'économie, voir Lucette Le Van-Lemesle, « L'économie politique à la conquête d'une légitimité 1896-1937 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 47-48 (juin 1983) : 113-117.

68. Voir Frédéric Lebaron, « L'impérialisme de l'économie. Éléments pour une recherche comparative », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 131-132 (mars 1998) : 104-107.

69. Pour un aperçu de ces questions, voir Gilles Paquet, « Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français », *L'Actualité économique*, 76,1 (mars 2000) : 51-66 ; Pierre

Si le groupe des économistes ne peut être pris comme un tout, la période étudiée ne doit pas non plus être considérée comme un bloc homogène. En effet, des éléments majeurs viennent bousculer cette profession. D'abord, nous pouvons caractériser les années 1920 comme une période relativement stable où les préoccupations s'orientent surtout vers les ressources naturelles et où l'inquiétude se concentre sur les capitaux étrangers, qui augmentent alors de façon vertigineuse. Ensuite, la crise de 1929 vient radicaliser un nationalisme déjà présent et semer la panique parmi les élites intellectuelles du Canada français. Une période d'instabilité s'installe avant que la doctrine sociale catholique vienne canaliser cette inquiétude vers des objectifs conformes aux « valeurs chrétiennes ». Dès 1932-1933, plusieurs économistes et leurs proches adhèrent au Programme de restauration sociale et participent à la création de la Ligue d'action nationale.

Ce qui peut surprendre le lecteur, c'est que bien que le Canada français des années 1920 et 1930 s'inscrive dans une réalité socio-économique nord-américaine, notamment par son industrialisation et son urbanisation, la plupart des économistes canadiens-français cherchent constamment des appuis théoriques et culturels européens pour expliquer les problèmes. En tenant compte du fait que les sciences plus « exactes » et les domaines technologiques se sont surtout inspirés de modèles de référence anglophones et dans la plupart des cas américains, il serait intéressant, dans une recherche ultérieure, d'analyser le clivage en ce qui a trait aux modèles de référence des disciplines. Existerait-il un Québec culturel européen et un Québec scientifique et technologique américain ?

ANNEXE
Les économistes canadiens-français de 1920 à 1939

Économistes	Affiliation institutionnelle	Formation économique ou en sciences sociales
François-Albert Angers	HEC	Licence en sciences commerciales HEC, Études à l'École libre de sciences politiques (ELSP) de Paris
Victor Barbeau ¹	HEC	Différentes études en sciences sociales, littérature et philosophie (Université de Montréal, Université Laval, Paris)
Benoît Brouillette	HEC	Licence en sciences commerciales HEC, doctorat en géographie (Paris)
Lucien Favreau	HEC	Nous ne connaissons pas le parcours de Favreau si ce n'est qu'il enseigne à l'École des HEC depuis 1916
Léon-Mercier Gouin	HEC et Université de Montréal	Diplômé en économie de l'Université Queen's
Valmore Gratton	Université de Montréal	Licence en sciences commerciales HEC
Joseph-Ernest Grégoire	Université Laval	Licence en sciences économiques et sociales de l'Université de Louvain
Paul-Henri Guimont	Université Laval	Licence en sciences commerciales HEC, maîtrise en sciences économiques (Harvard)
Henry Laureys	HEC	Maîtrise en sciences commerciales et doctorat en économie, Université de Louvain
Esdras Minville	HEC	Licence en sciences commerciales, HEC
Édouard Montpetit	Université de Montréal	Droit Université Laval Études en sciences politiques, économiques et sociales à l'ELSP de Paris
Gérard Parizeau	HEC	Licence en sciences commerciales, HEC
Pierre Sainte-Marie	HEC	Licence en sciences commerciales, HEC
François Vézina	HEC	Licence en sciences commerciales, HEC et Études à l'ELSP de Paris

1. Davantage reconnu pour ses travaux littéraires, Barbeau détient tout de même une certaine formation en sciences sociales et s'intéresse grandement aux questions économiques comme en font foi ses deux ouvrages *Mesure de notre taille* (1936) et *Pour nous grandir. Essai d'explication des misères de notre temps* (1937) et ses articles. Aussi, Barbeau qui enseigne la littérature à l'École des HEC donne également des cours sur le corporatisme à l'Université Laval.